



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme
de la commune de Replonges (01)**

Décision n°2018-ARA-DUPP-00798

Décision du 1^{er} juin 2018
après examen au cas par cas
en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 02 mai 2018 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2018-ARA-DUPP-00798, déposée le 4 avril 2018 par la communauté de communes Bresse et Saône, relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Replonges (01) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 2 mai 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires en date du 11 mai 2018 ;

Considérant que le projet de modification du PLU porte essentiellement sur :

- l'aménagement des quartiers de Bottières (8,5ha) et de pain Blanc (5,7ha), déjà classés en zones 1AU,
- des adaptations des règlements écrit et graphique pour permettre l'évolution de constructions existantes en zone agricole,
- l'intégration des évolutions liées à la création de l'autoroute A406 et du barreau routier RD1179,
- la suppression, la modification et la création d'emplacements réservés,
- la création d'un sous-secteur de la zone UB actuelle dédié à une zone commerciale (zone commerciale Gamm Vert-Intermarché) ,
- des ajustements réglementaires notamment concernant la réglementation des accès et voiries, la gestion des eaux pluviales, l'emprise au sol, la hauteur des constructions, l'aspect extérieur des constructions ;

Considérant que le projet de modification du PLU n'impacte pas de manière notable le patrimoine naturel présent sur la commune ;

Considérant que la station d'épuration actuellement présente sur la commune étant saturée, la construction d'une nouvelle station d'épuration de capacité nominale d'environ 6 100EH en remplacement de l'ancienne est programmée ;

Considérant, au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Replonges (Ain) n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Replonges (01), objet de la demande n°2018-ARA-DUPP-00798, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure concernée des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- [Recours gracieux](#)

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- [Recours contentieux](#)

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1